

BGE 40 III 189

Bundesgericht (BGE), 1914-01-01, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_40_III_189

FR: ATF 40 III 189

IT: DTF 40 III 189

Volltext

188 Entsch. des Bundesgerichts vom 1. Januar 1914 (BGE 40 III 189) über die Beschwerde der Gemeinde Flawil gerichtet ist. 3. - Aus dem. Gesagten ergibt sich somit, dass die bei den Rekurse unbegründet sind. Die Frage, ob ein doppelter Ausruf an der zweiten Steigerung zulässig war, hängt davon ab, ob die Grundpfandrechte der Servitut oder, umgekehrt, diese jenen im Range vorangehen (Art. 812 ZGB, Art. 141 Abs. 3 SchKG). Die Rangordnung der dinglichen Lasten muss; aber im Kollokationsplane festgestellt werden (Art. 247 SchKG) : die Auffassung des Konkursamtes Untertoggenburg, wonach diese Frage auch erst nach der Versteigerung zum Austrag gelangen könne, ist daher rechtsirrtümlich, Das zu den Steigerungsbedingungen gehörende Lastenverzeichnis ist sodann auf Grund des in Rechtskraft erwachsenen Kollokationsplanes zu erstellen (Art. 247 und 257 SchKG: JAEGER, Komm. Anm. 3 zu Art. 247 und 5 zu Art. 257). Es ist nun allerdings aus den Akten nicht ersichtlich, wie der Kollokationsplan des Konkurses Buff in dieser Beziehung lautet : aber die ursprünglichen Bedingungen der zweiten Steigerung bestimmten, dass die Konkursforderungen ausnahmslos, also auch diejenige der politischen Gemeinde Flawil dem Ersteigerer überbunden und dass die Liegenschaft dem Meistbietenden zugeschlagen werden sollte : sie sahen somit einen doppelten Ausruf nicht vor. Diese Steigerungsbedingungen, die vom 13. Juni an aufgelegt wurden, waren allerdings am 23. Juni - da der 22. Juni ein Sonntag war - noch nicht rechtskräftig. Daraus folgt aber nicht, wie die Ersteigerer behaupten, dass die Versteigerung gemäss dem am 23. Juni verfügte doppelte Ausrufe zulässig gewesen sei. Es ist vielmehr daraus zu schliessen, dass die zweite Versteigerung am 23. Juni überhaupt noch nicht statthaft gewesen wäre (Art. 257 SchKG : JAEGER, Komm. Anm. 5 hiezu) und dass, wenn auch dem Konkursamte das Recht zustand, bis 6 Uhr abends des 23. Juni 1913 die noch nicht rechtskräftigen Steigerungs- und Konkurskammer. N° 33. 189 Bedingungen abzuändern, dies nur unter der Voraussetzung; zung einer Neuauflage dieser abgeänderten Steigerungsbedingungen möglich war. Da es nicht geschehen, so hat die kantonale Aufsichtsbehörde mit Recht die zweite Versteigerung und mit ihr den an Hausammann und G. Studers Erben erfolgten Zuschlag der Liegenschaft «Neubächli» aufgehoben. Die neue Steigerung darf daher efft vorgenommen werden, nachdem die Steigerungsbedingungen nochmals aufgelegt und in Rechtskraft erwachsen sein werden. Deren Lastenverzeichnis wird dem rechtskräftigen Kollokationsplane entsprechen müssen. Dadurch wird den Interessenten Gelegenheit gegeben, die Steigerungsbedingungen auf dem Beschwerdewege anzufechten, sofern sie glauben, dass jene mit dem ursprünglichen oder mit Bezug auf den Rang der fraglichen dinglichen Lasten nachträglich berichtigten Kollokationsplane nicht übereinstimmen. Demnach hat die Schuldbetreibungs- u. Konkurskammer erkannt: Beide Rekurse werden abgewiesen. 33. Arrêt d.u 19 mai 1914 dans la cause '!'rolllet. Art. 53 al. 3 Ord. failL Etat de collocation i~diquant comme greves d'un droit de gage des biens qui font l'objet d'un proces en revendication. - Indication pas opposable au creancier poursuivant. -

Necessite du depot d'un etat de collocation complete etair e statuant sur le droit de gage apres le rejet definitif de la revendication. - Delai d'opposition courant des la publication du depot. A. - Le 6 novembre 1913, l'avocat J. de Lavallaz, au nom de Maurice Troillet. a Bagnes, a porte plainte contre l' office des faillites d'Entremont en concluant a ce qu'il fut prononce : qu'il n'existe pas d'Etat de collocation reglementaire dans la faillite Edouard Nicollier ; 190 Entscheidungen der Schuldbetreibungs- kommission, s'il en existe un, cet etat de collocation soit rectifie, refait ou rectifie d'office ou sur ordre de l'autorite de surveillance, en ce sens notamment, qu'ensuite de verification par les registres hypothecaires il n'existe pas d'hypothecation mobiliere sur les avoirs du failli ; qu'en consequence, tout gage hypothecaire mobilier soit radie de l'etat de collocation et que l'etat de collocation soit rendu public en conformite de l'art. 249 LP. A l'appui de ces conclusions le plaignant faisait valoir ce qui suit: la Banque populaire suisse a Montreux et M^{me} C. Troillet ont pretendu posseder des droits hypothecaires sur le mobilier du failli, droits qui auraient ete inscrits dans l' etat de collocation. Mais cet etat de collocation n' aurait ete, selon le plaignant, ni legalement dresse ni legalement publie. La Banque populaire avait, il est vrai, obtenu une hypothecation sur les immeubles des epoux Nicollier et s' etait reservee une hypothecation sur leur mobilier en vertu de lois futures, mais elle n'a jamais rempli les formalites prescrites par la loi du 17 mai 1905, si bien qu'une hypothecation mobiliere n'a pas ete constituee. Il en est de meme de la pretendue hypothecation qui existerait en faveur de la seconde creanciere, dame Troillet. De plus, par acte du 25 juillet 1908, le failli a donnee une recompense a sa femme tous ces memes avoirs mobiliers. Enfin, le 30 aout 1908, les epoux Nicollier ont vendu a l'avocat Jules Tissieres leurs immeubles avec leur mobilier. Cet acte de vente a ete annule par arret du Tribunal federal du 4 juin 1913, qui a ordonne la restitution dans la masse de la faillite de tous les immeubles et meubles vendus. Aussi Troillet, beneficiaire de l'action revocatoire, estimait-il avoir le droit de revendiquer le produit des avoirs immobiliers qui devaient etre vendus a l'enchere du 12 novembre 1913. B. - L'office a entendu. Il a repondu : L'etat de collocation et Konkurskammer. N^o 33. 191 collocation a ete regulierement dresse, depose et publie ; il est passe en force depuis le 15 fevrier 1909. Les delais sont expires pour demander la rectification de l'etat de collocation; les encheres ont eu lieu sur la base de l' etat de collocation et l'intervention des creanciers dans ces encheres, pour la conservation de leurs droits, a eu lieu sur la base de l' etat de collocation non conteste Jusque a cette date. L'autorite inferieure de surveillance a ecarte la plainte par decision du 19 fevrier 1914. C. - Sur recours de Maurice Troillet et consorts, l'autorite superieure de surveillance des faillites et de faillite du canton du Valais a confirme le prononce de l'autorite inferieure, par decision du 4 avril 1914, motivee comme suit : . La plainte du 6 novembre 1913 etait evidemment tardive puisque l' etat de collocation etait en force depuis le 15 fevrier 1909. Il ne s'agissait pas, d'autre part, d'un cas de justice. Le recourant ne peut demander qu'au juge la modification de l'etat de collocation (art. 250 LP).; encore serait-il trop tard pour le faire. La demande de rectification est du reste denuee de fondement. Il est etabli que l'etat de collocation a ete depose et publie soit dans le Bulletin officiel cantonal le 5 fevrier 1909, soit dans le Bulletin officiel suisse du commerce, le 6 fevrier 1909. L'autorite de surveillance avait ratifie le plan de collocation. D. - Maurice Troillet et consorts ont recouru inutilement au Tribunal federal contre la decision de l'autorite cantonale de surveillance en reprenant les conclusions articulees dans leur plainte du 6 novembre 1913. Statuant sur ces faits et considerant en droit : Le but de la plainte du 6 novembre 1913 etait de permettre au recourant de pouvoir contester et faire declarer nulle l'hypothecation mobiliere existant suivant l' etat de 192

Elts-heidungD der Schuldbetreibungs- collocation de fevrier 1909 en faveur de deux creanciers. L'instance cantonale a ecarte la plainte comme tardive. Cette maniere de voir est erronee. Il est constant que les biens mobiliers indiques dans l'etat de collocation de fevrier 1909 comme frappees d'hypothèque mobiliere, etaient revendiques et ne faisaient pas partie de la masse. Ils avaient ete vendus a Jules Tissieres le 30 aout 1908. L'etat de collocation n'aurait donc pas du mentionner l'existence d'un droit hypothecaire sur ces biens. La mention de ce droit est sans portee a l'egard du recourant. Elle ne lui est pas opposable et il ne l'avait des lors pas a attaquer (voir JAEGER, art. 198 n. 1 ; art. 247 n. 3 p. 224). La question de l'existence ou de l'inexistence d'un droit de gage ne se pose, en effet, que lorsque la revendication est definitivement rejete et que les biens revendiques sont restitues a la masse. Aussi bien, l'art. 53 de l'ordonnance sur l'administration des offices de poursuite et de faillite prescrit qu'« il y a lieu de proceder comme suit lorsqu'un creancier reclame un droit de gage ou de retention sur des biens au sujet desquels une revendication de propriete a ete egalement formulee: si un proces a lieu sur le droit de propriete reclame, l'administration statuera sur le droit de gage, au moyen d'un etat de collocation complementaire, apres le rejet definitif de la revendication.» En consequence, l'administration de la faillite doit, conformement a l'art. 53 al. 3 cite, statuer sur l'hypothèque mobiliere dont il s'agit en l'espece au moyen d'un etat de collocation complementaire. Cet etat pourra naturellement etre attaque par le recourant dans les formes et les delais legaux. Et c'est a ce moment-la qu'il devra faire valoir, soit par voie de plainte, soit par demande en justice, les differents griefs qu'il a soulevés et les conclusions qu'il a prises.

i und Konkurskammer. N° 34. Par ces motifs, La Chambre des poursuites et des faillites prononce: 193 Le recours est admis dans le sens des motifs de l'arret du Tribunal federal. En consequence, la decision attaquée est annulee et l'office d'Entremont, administration de la faillite d'Edouard Nicollier, est tenu de proceder en conformite de l'art. 53 de l'ordonnance sur l'administration des offices de poursuite et de faillite. 34.

Entscheid vom 28. Mai 1914 i. S. Stucker. Gegenstände, welche vom Schuldner aus eigener Verschuldung Art. 92 Ziff. 10 SchKG unpfändbare Unfallentschädigung erlangt worden sind, aber durch nachher daran ausgeführte Reparaturen eine Wertvermehrung erfahren haben, können unter der Bedingung gefällt werden, dass das Höchstangebot an der Steigerung den Wert, welchen sie ohne die Reparaturen gehabt hätten, übersteigt und der Erlös bis zu dieser Höhe dem Schuldner ausgehandelt wird. A. In der von Johann Bräuchi, Schmied in Nidau für eine Forderung von 87 Fr. 30 Cts. gegen den heutigen Rekuranten Stucker angehobenen Betreibung pfändete das Betreibungsamt Nidau am 18. März 1914 einen Wagen im Schätzwerte von 120 Fr. Stucker verlangte auf dem Beschwerdewege Aufhebung der Pfändung, indem er geltend machte, dass er den Wagen aus dem Jahre 1912 von der Brauerei « Seeland » in Biel, bzw. der Unfallversicherungsgesellschaft « Zürich » ausbezahlten Unfallentschädigung angeschafft habe und derselbe daher unpfändbar sei. Durch Entscheid vom 25. April 1914 wies die kantonale Aufsichtsbehörde die Beschwerde ab. In den letzteren wird erklärt: ... « Es ist richtig, dass nicht nur der Unfallentschädigungsbetrag unpfändbar ist, sondern auch die daraus an-

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.